



Formations 16 heures

Gestion de patrimoine (Nouveauté)	3
Transmission de patrimoine	3
Société civile de famille	4
Chef d'entreprise : fiscalité, donation, vente	5
Patrimoine professionnel du dirigeant	6
Holding patrimoniale	7

Formations 8 heures

Le conseil patrimonial : la démarche	7
Démembrement de propriété	8
Contrats de Pacs et de mariage	9
Transmission de patrimoine	10
Société civile de famille	11
Chef d'entreprise : fiscalité, donation, vente	12
Holding de famille	13
Société par actions simplifiée, SAS (Nouveauté)	14
Pactes Dutreil, ISF et droits de mutation	15
Accroître son efficacité relationnelle	16

Formations 4 heures

Démembrement : règles civiles ; applications	17
Mariage : quel contrat, quelles clauses ?	18
Transmission : règles civiles et fiscales ; applications	19
Société civile : applications pratiques	20
Société civile : rédaction des statuts	21
SAS : rédaction des statuts (Nouveauté)	22
Holding : applications pratiques	23
Entreprises : vente, donation ; optimiser la cession	24
Pactes Dutreil Transmission	25



ANACOFI-CIF
Chambre des Indépendants du
Patrimoine
CCIF
CIF CGPC
CNCIF

Lieux

Paris
Bordeaux
Lille
Lyon
Marseille
Nantes
Nice
Strasbourg
Internes, sur mesure
Internet

- Avocats
- Conseillers en patrimoine
- Dirigeants d'entreprise
- Experts comptables
- Ingénieurs patrimoniaux
- Juristes, fiscalistes
- Notaires
- Professionnels de l'assurance, de la banque, de l'immobilier
- ▶ Animateur : Henry Royal
- 30 ans de pratique du conseil patrimonial
- 20 ans d'expérience en formation
- Auteur d'ouvrages et d'articles



- Des formations homologuées par le Conseil National des Barreaux et agréées par les associations professionnelles CGPI
- Une documentation de référence (400 diapositives par jour de formation, avec les références jurisprudentielles)
- Un accompagnement dans la première mise en place qui suit la formation

▶ Choisir la formation qui vous convient :

- Inter-entreprises (690 €HT/jour)
 - Internes (2 500 €HT/jour quel que soit le nombre de participants, déplacements métropole inclus)
 - À distance en temps réel (360 €HT/jour)
- Tarifs janvier 2012

Intervenant : **Henry Royal**

Expériences

Depuis 2005 **ROYAL FORMATION**

- ▶ Formations homologuées par le Conseil National des Barreaux agréées par les associations professionnelles AMF
- ▶ Clients : avocats, CGP, experts comptables, juristes, notaires ; assurances, banques ; universités
- ▶ Enseignant en masters 2

Gestion de patrimoine :

ESCP Europe
SKEMA
IMPI Bordeaux Ecole de Management
Université Bordeaux IV, IUP
Université Caen, IUP
Université Lyon III, IAE

Droit des affaires :

Université Bordeaux IV, IAE : Gouvernance des Entreprises Familiales et Patrimoniales
Université Cergy-Pontoise, DJCE : Droit de l'entreprise
Université Poitiers, IAE : Gestion fiscale d'entreprise

- ▶ Intervenant à EFE Formation
- ▶ Consultations patrimoniales auprès des professionnels du patrimoine

1987-2004 **MEESCHAERT GESTION PRIVÉE**

- Directeur du Marketing et de la Communication. Membre du comité de direction
- Ingénieur patrimonial
Conseils auprès des chefs d'entreprise
Directeur de l'Ingénierie Handicap & Patrimoine
- Directeur du Développement
- Conseiller en gestion privée

1983-1987 **BANQUE PARISIENNE DE CREDIT** (groupe SUEZ)
Attaché de direction au département PME. Directeur d'agence

Publications

- « Société civile de famille », éditions EFE, 3^{ème} édition
- « Mariage, PACS, union libre », éditions de Verneuil
- Articles : Agefi Actifs, La Semaine Juridique, Revue Française de Comptabilité

Formations et diplômes

2000 - Psychologie appliquée. Certifié MBTI
1994 - 3ème cycle Gestion de patrimoine, Clermont-Ferrand
Compétence juridique appropriée
1983 - Master Gestion de projets
1983 - IAE Gestion des entreprises
1982 - Agronomie, DEA Géographie...

Gestion de patrimoine

- ▶ **Durée** : 16 heures
- ▶ **Support** : 800 diapositives
- ▶ **Objectifs**

Acquérir un savoir opérationnel et une méthodologie pratique du conseil en gestion de patrimoine. Savoir découvrir les attentes, analyser la situation du client. Maîtriser les principales applications du droit de la famille, les techniques d'optimisation juridique et fiscale. Proposer des réponses concrètes.

▶ Programme

Les obligations de conseil. Abus de droit.

I. - Les contrats de mariage

Séparation de biens. Participation aux acquêts. Communauté réduite aux acquêts. Communauté de meubles et acquêts. Communauté universelle. Avantages, inconvénients. Favoriser son conjoint, se protéger d'un divorce : les clauses possibles
Cas pratiques : conseiller un aménagement du contrat de mariage ; les clauses à proposer

II. - Démembrement de propriété

1. Aspects juridiques
Usufruit viager, temporaire, conjoint, successif
Quasi-usufruit légal, conventionnel.
2. Droits et pouvoirs de l'usufruitier, du nu-propriétaire. Propriétés foncières. Immeuble. Fonds de commerce. Parts de société. Assurance vie
3. Valeur de l'usufruit et de la nue-propriété
Barème fiscal ou évaluation économique ? La méthode de calcul
Cas pratiques : applications, montages à risque.

III. - Successions, transmission

1. Les règles successorales
Les héritiers : les ordres, les degrés ; exemples. Réserve et quotités disponibles. Réduction et rapport des libéralités ; problèmes et réponses
Cas pratiques :
- réduire les risques de la réduction et du rapport
2. Les donations
Donation avec réserve d'usufruit ; graduelle, résiduelle ; partages ; à terme ; entre époux
Cas pratiques : familles recomposées ; transmissions intergénérationnelles

3. L'assurance-vie : hors succession
Définition. Fiscalité. Clause bénéficiaire démembrée ; modèle. Fonds de la communauté : problème et réponse

Cas pratiques :

- rédaction de la clause bénéficiaire
- éviter l'intégration dans la succession

4. La société civile

Applications. Liberté statutaire : les clauses
Cas pratiques : vote plural ; chef d'entreprise : optimiser la vente

IV. - L'entretien patrimonial

1. Débuter l'entretien
Se présenter. Annoncer la facturation du conseil
 2. Recueillir les informations
Les bonnes questions à poser. Les informations à recueillir. Cas du dirigeant d'entreprise. Les typologies de clients et leurs préférences ; savoir communiquer avec chaque type
 3. Synthétiser et analyser la situation du client
Repérer les insatisfactions, les inadéquations au regard des objectifs
 4. Proposer, argumenter et traiter les objections
Adapter l'offre selon les objectifs et la personnalité
Comment impliquer la personne dans la décision
Traiter les objections ; les règles d'or ; les réponses. La présentation du prix
 5. Savoir conclure, obtenir des recommandations
Les techniques de conclusion. Obtenir des recommandations : la méthode
- Conclusion. Les essentiels de la gestion de patrimoine

Transmission de patrimoine

► **Durée** : 16 heures

► **Support** : 800 diapositives

► **Objectifs**

Bénéficier d'un panorama complet sur la transmission de patrimoines. Connaître les règles de dévolution légale, les dernières évolutions. Maîtriser les techniques pour organiser la succession et à optimiser la transmission. Disposer d'un document de référence, avec de nombreux exemples, pour approfondir ensuite des thèmes ou des situations particulières. Proposer les solutions juridiques et fiscales les mieux appropriées à chaque situation.

► **Programme**

I. - La dévolution légale non organisée

1. Principes
Régime matrimonial et composition de la succession. Les ordres, les degrés, la représentation, la fente, les successions anomales
2. Dévolution légale en l'absence de conjoint successible
Héritiers privilégiés et ordinaires. Droits de retour légaux. Adoption plénière, adoption simple. Exemples de dévolution selon les situations familiales
3. Dévolution légale avec le conjoint survivant
Droits du survivant sur la succession. Concurrence avec les autres héritiers. Exemples de dévolution
4. PACS : les droits du partenaire

II. - La transmission organisée

1. Les libéralités
Donation avec droit de retour conventionnel ; avec réserve d'usufruit ; temporaire d'usufruit ; graduelle ; résiduelle ; partage ; à terme. Les donations entre époux. Les testaments ; formes, étendue. Legs graduel, résiduel. Exemples d'applications
2. Exemple de liquidation-partage
3. Réserve et quotités disponibles
Réserve, quotité disponible ordinaire, quotité disponible spéciale entre époux. Non cumul des quotités disponibles. Le cantonnement de l'émolument du conjoint survivant

4. Rapport et réduction des libéralités
La réduction des libéralités excessives. Applications. La renonciation anticipée à l'action en réduction, à l'action en retranchement
Le rapport civil des libéralités. Le rapport, source de conflits ; comment l'écarter
5. Comment assouplir les règles de la réserve
Les avantages matrimoniaux. Le quasi-usufruit. L'assurance-vie. La société civile. La tontine

III. - La succession

1. Transmission de la propriété
2. L'option successorale
3. L'indivision successorale
4. Partage de la succession
5. Mandats d'administration de la succession

IV. - Fiscalité

1. Donations
Montant des droits ; exonérations, réductions. Transmission d'entreprise ; pactes Dutreil. Rappel fiscal des donations. Solutions pour optimiser la fiscalité
2. Successions
Déclaration de succession. Evaluation des biens. Personnes, biens exonérés. Dettes déductibles. Calcul et paiement des droits. Exemple de liquidation de succession

Conclusion. Les essentiels de la transmission de patrimoine

Société civile de famille

► **Durée** : 16 heures

► **Support** : 800 diapositives

► **Objectifs**

Maîtriser les ressources économiques, juridiques et fiscales de la société civile de famille et ses nombreuses applications. Acquérir le savoir nécessaire pour choisir la stratégie la mieux adaptée à chaque situation. Mettre en place les schémas les plus efficaces. Rédiger les statuts de la société civile sur mesure. Prendre les options fiscales les plus avantageuses (capital faible ou fort, affectation du résultat...).

► **Programme**

I. - Présentation

L'importance des statuts. Pourquoi créer une société civile ? Société civile à l'IR ou à l'IS ? Quels coûts ? Calcul de la valeur de la société.

II. - Administration de la société civile

1. Les pouvoirs politiques
Le fondateur, le gérant, les associés, le conjoint de l'associé, l'enfant mineur associé
L'usufruitier, les nus-proprétaires, le liquidateur, les créanciers
Les pouvoirs. La liberté contractuelle. Les limites et les précautions à prendre
2. Les droits économiques
Stratégies d'affectation du résultat et de distribution du dividende. Répartition du dividende et du boni de liquidation entre associés, usufruitiers, nus-proprétaires.
Avances par la société. Écarts de réévaluation.
Comptes courants d'associés
3. Pouvoirs et droits selon les schémas
Solutions pour concentrer les pouvoirs

III. - Applications de la Société civile de famille. Exemples

1. Utilisations avec ou sans démembrement
Optimiser la transmission : capital faible.
Prévenir les inconvénients de l'indivision.
Conserver la propriété de ses biens. Écarter des personnes indésirables. Assouplir les règles de la réserve héréditaire. Garder la gestion des biens d'un enfant mineur, d'un incapable majeur. Atténuer les conséquences de la récupération de l'Aide sociale. Rendre liquide un patrimoine immobilier. Dirigeant : optimiser la gestion de l'immeuble professionnel ; optimiser la transmission à titre gratuit ; faciliter la vente à des tiers ; optimiser la fiscalité de la vente.

2. Applications liées au démembrement.

Optimiser la transmission et conserver la maîtrise de gestion. Optimiser la transmission et renforcer la protection du conjoint survivant. Assurer le logement du concubin survivant

IV. - Fiscalité et stratégies

1. Fiscalité, de l'entrée à la sortie de la société civile
Synthèse. Option pour la TVA. Apports d'actifs à la société. Gestion des actifs de la société. Cession de parts à titre onéreux. Donation de parts, successions. Opérations sur le capital. Dissolution, liquidation, partage
2. Stratégies fiscales et abus de droit.
Chronologie et concomitance des opérations.
Les schémas sécurisés ; les montages à risque

V. - Formalités et comptabilité de la société civile

1. Les formalités
À la création, au cours de la vie, à la fin de la société civile
2. La comptabilité
Comptabilité en partie double ; du journal au bilan ; explications. Choisir les options fiscales les mieux appropriées : capital faible ou fort, réserves, amortissements, compte courant...

VI. - Les statuts de la société civile

1. Acte authentique ou sous seing privé ?
2. Bien rédiger les statuts
Objet social ; durée ; gérance ; majorité ; droit de vote plural ; agrément, exclusion...

Conclusion. Les essentiels de la société civile

Chef d'entreprise : fiscalité, donation, vente

► **Durée** : 16 heures

► **Support** : 800 diapositives

► **Objectifs**

Maîtriser la fiscalité du dirigeant d'entreprise. L'aider à optimiser la vente ; à organiser sa succession et à optimiser la transmission. Savoir tirer pleinement parti des dispositifs accordés au chef d'entreprise. Grâce à de nombreux exemples concrets, proposer les schémas juridiques les plus efficaces et les options fiscales les plus avantageuses.

► **Programme**

I. - Fiscalité du dirigeant

1. Panorama
2. Impôt sur le revenu
Salaire ou dividende ?
3. Vente de l'entreprise : impôt sur la plus-value
Régimes de report, de sursis ; exonérations
Réponses pour optimiser la fiscalité
4. ISF
Régime des biens professionnels. Pactes Dutreil collectif et individuel
5. Droits de mutation
Donation en pleine propriété ; en nue-propriété. Montant des droits
6. Stratégies d'optimisation fiscale
Chronologie des opérations. Stratégies d'affectation du résultat. Jurisprudence et administration fiscale

II. - Pactes Dutreil transmission

1. Sociétés, CGI art 787 B
Engagement collectif de conservation, engagement individuel
2. Entreprises individuelles, CGI art 787 C
3. Opérations autorisées et interdites. Sécuriser les pactes

III. – Optimisation juridique et fiscale de la transmission

1. L'importance du régime matrimonial : civil, fiscal
2. La succession non organisée
Exemples de dévolution selon les situations familiales
3. Réserve et quotités disponibles
Quotité disponible ordinaire et spéciale entre époux. Calcul de la quotité disponible et de la réserve. Réduction et rapport civil des libéralités ; solutions pour les écarter

4. Les donations de titres
Donation avec réserve d'usufruit, à terme, graduelle, résiduelle, partage

IV. - La holding de famille. Applications

1. Quelle holding ?
Holding animatrice ou passive ? À l'IS ou à l'IR ? SAS ou société civile ? Création par le haut ou par le bas ?
Les leviers fiscaux : régimes mère-fille, intégration fiscale, participations. SAS, société civile : statuts du dirigeant, clauses statutaires
2. Transmettre l'entreprise à un enfant.
Pacte Dutreil avec soulte ; le LBO familial
3. Transmettre l'entreprise à plusieurs enfants
Réaliser un partage égalitaire en valeur, confier les pouvoirs à un enfant
Concilier les intérêts du majoritaire et des minoritaires, stabiliser l'actionnariat
Maintenir des revenus, optimiser la fiscalité
Conserver les pouvoirs de gestion, maintenir des revenus
Transmettre aux enfants et obtenir un capital dans les meilleures conditions fiscales
4. Optimiser la cession à des tiers
Gestion des plus-values et des droits d'enregistrement. Choix de la chronologie des opérations et des options fiscales. Positions de l'administration fiscale et du comité d'abus de droit
5. Equilibrer patrimoine privé et patrimoine professionnel
La holding de rachat
6. Reprendre une entreprise : la holding de reprise

Conclusion. Les essentiels de la fiscalité du chef d'entreprise

Patrimoine professionnel du dirigeant

► **Durée** : 16 heures

► **Support** : 800 diapositives

► **Objectifs**

Connaître les règles juridiques et fiscales de la gestion du patrimoine privé et professionnel du dirigeant. Maîtriser la fiscalité particulière du dirigeant concernant la transmission d'entreprise (vente, donation, pacte Dutreil). Maîtriser les schémas juridico-financiers de la cession de l'entreprise familiale.

► **Programme**

I. - Démembrement de propriété

1. Règles juridiques
Usufruit viager, temporaire, conjoint, successif, quasi-usufruit
Démembrement à titre gratuit, à titre onéreux
2. Démembrement de titres sociaux
Répartition du dividende entre usufruitier et nu-propriétaire.
Avantages de la SAS et de la société civile ; aménagements statutaires
3. Fiscalité du démembrement de titres
Impôt sur le revenu. ISF. Droits de mutation
4. Exemples d'applications pratiques
Optimiser la transmission. Protéger le conjoint survivant. Optimiser la détention de l'immobilier d'entreprise

II. - Contrats de mariage, PACS, union libre

L'importance du régime matrimonial

1. Union libre
2. PACS
Exemples de clauses. Droits du survivant sur la succession. Fiscalité
3. Contrats de mariage
Les différents régimes ; répartition du patrimoine en cas de décès ou de divorce. Les clauses possibles. Modifier ou changer le régime matrimonial

III. - Transmission de patrimoine

1. La dévolution légale non organisée
2. La transmission organisée
Les donations de titres sociaux. Réserve et quotités disponibles. Rapport et réduction des libéralités. Exemple de liquidation-partage

3. Fiscalité

Donations. Successions. Exemple de liquidation de succession

IV. - Fiscalité de la transmission d'entreprise

1. Mutations à titre onéreux
Impôt sur la plus-value, droits d'enregistrement
Plus-values : régime de droit commun, sursis, report, exonérations
2. Mutations à titre gratuit
Pactes Dutreil droits de mutation. Solutions pour optimiser et sécuriser les engagements
3. Stratégies fiscales : chronologie des opérations et abus de droit

V. - La holding patrimoniale

1. Holding à l'IS ou IR ? Animatrice ou passive ?
Gestion privée, activité professionnelle. Les leviers fiscaux
2. SAS ou société civile ?
Les leviers juridiques. Les clauses statutaires
Statuts du dirigeant, régime social et fiscal
3. Optimisation de la transmission familiale
Exemples d'application : transmettre et conserver les pouvoirs ; respecter l'égalité entre les enfants ; désintéresser les minoritaires ; dégager un capital ; maintenir des revenus
4. Optimisation fiscale de la vente
Gestion des plus-values et des droits d'enregistrement
Cession partielle : la holding de rachat

Conclusion. Les essentiels de la transmission de l'entreprise familiale

Holding patrimoniale

► **Durée** : 16 heures

► **Support** : 800 diapositives

► **Objectifs**

Maîtriser toutes les ressources de la holding et ses nombreuses applications. Maîtriser la fiscalité du dirigeant et celle des entreprises à l'IR et à l'IS. Connaître les règles juridiques des différentes sociétés. Grâce à de nombreux exemples, mettre en place les schémas juridiques et fiscaux les plus efficaces.

► **Programme**

Présentation

1. Une holding : pourquoi ?
2. Définitions
Holding. Contrôle. Holding animatrice, holding passive. Impôt sur la plus-value : sursis, report, étalement.
3. Création du holding
Par le haut, par le bas. Exemples

I. La holding : effets de levier juridique, financier, fiscal

1. Effet de levier juridique
2. Effet de levier financier
3. Effet de levier fiscal
Régimes sociétés mères ; intégration fiscale ; titres de participation ; fusion-absorption. Avantages. Inconvénients

II. Les fusions

- Schémas juridiques
1. Fusion-absorption
Déroulement d'une absorption
Conséquences fiscales. Régime de faveur
 2. Apport partiel d'actifs
Stratégies fiscales. Abus de droit ?
 3. Scissions
Conséquences civiles, fiscales

III. La holding de reprise

1. Reprendre une entreprise
Les 3 possibilités
2. Effet de levier fiscal
La fusion rapide. Positions de l'administration fiscale ; décisions jurisprudentielles

IV. La holding de rachat

Équilibrer patrimoine privé et patrimoine professionnel. Ouverture du capital

V. Fiscalité : holding à l'IS ou à l'IR ?

1. Sociétés à l'IS, sociétés à l'IR
2. Holding à l'IR

3. Holding à l'IS
4. Activité professionnelle, gestion privée
Fiscalité de l'entrée jusqu'à la sortie

VI. Fiscalité personnelle du dirigeant

1. Panorama
2. Impôt sur le revenu
3. ISF
Régime des biens professionnels. Conditions Sociétés interposées. Holding animatrices. Pacte Dutreil collectif ; Dutreil individuel
4. Droits de mutation
Pactes Dutreil ; holding passive

VII. La holding de transmission familiale

- Conserver les pouvoirs
1. Contrainte de la transmission : la réserve
 2. Exemples de transmission familiale
 3. LBO familial et pacte Dutreil

VIII. La holding de vente

1. Optimiser la cession à des tiers
Chronologie des opérations, options fiscales. Éviter l'impôt sur la plus-value
2. Concilier transmission familiale et vente

IX. Transformation d'une société existante

1. Transformation juridique
2. Changement d'activité réelle
3. Changement de régime fiscal

X. Quelle structure sociétaire ?

- Synthèse avantages, inconvénients
Pouvoirs, droits financiers, régimes social, fiscal
1. Société à responsabilité limitée
 2. Société en commandite par actions
 3. Société anonyme
 4. Société par actions simplifiée
 5. Synthèse sociétés commerciales
 6. Société civile
SAS, société civile : quelles clauses statutaires ?

Conclusion. Les essentiels de la holding

Conseil patrimonial : la démarche

► **Durée** : 8 heures

► **Support** : 400 diapositives

► **Objectifs**

Acquérir une méthodologie pratique de l'approche patrimoniale. Maîtriser les principales applications du droit de la famille. Savoir découvrir les attentes et analyser la situation du client. Proposer les stratégies appropriées et des réponses concrètes aux objectifs du client et à son environnement.

► **Programme**

Introduction

Les devoirs de conseil. Abus de droit, mauvaise foi. Approche besoins ou approche globale ?

I. - Droit du patrimoine

1. Les régimes matrimoniaux

- a) Le Pacs. Répartition des biens. Droits du survivant sur la succession. Fiscalité
- b) Les contrats de mariage. Séparation de biens. Participation aux acquêts. Communauté réduite aux acquêts. Communauté de meubles et acquêts. Communauté universelle. Avantages, inconvénients

Cas pratiques :

Favoriser son conjoint, se protéger d'un divorce : les clauses à proposer
Chef d'entreprise : optimiser la transmission

2. Successions, transmission

- a) Les règles successorales. Les héritiers : les ordres, les degrés, la représentation, la fente ; exemples Réserve et quotité disponible. Réduction et rapport des libéralités ; problèmes
- b) Les donations. Avec réserve d'usufruit ; graduelle, résiduelle ; donations-partages ; donations à terme
- c) L'assurance-vie
- d) La société civile. Les applications de la société civile. L'importance des statuts

Cas pratiques :

Réduire les risques de la réduction et du rapport
Favoriser les enfants du conjoint. Transmettre sans risque l'entreprise familiale
Assurance-vie : rédaction de la clause bénéficiaire ; savoir proposer un contrat d'assurance
Société civile : transmettre et conserver les pouvoirs ; les clauses à proposer ;

II. - L'entretien patrimonial

1. Débuter l'entretien

Se présenter. Présenter la démarche. Annoncer positivement la facturation du conseil

2. Recueillir les informations

Découvrir le client, son environnement, ses attentes. Les bonnes questions à poser, les pièges à éviter. Les informations à recueillir. Les objectifs et préoccupations aux différents âges de la vie ; les réponses patrimoniales. Les typologies de clients : personnalité, relations avec l'argent, degré de tolérance au risque ; comment se comporter et communiquer avec chaque type

3. Synthétiser et analyser la situation du client

Repérer les insatisfactions, les inadéquations au regard des objectifs
Présenter les solutions possibles

4. Proposer, argumenter et traiter les objections

Adapter l'offre, sa présentation et son argumentation selon les objectifs et la personnalité.
Comment impliquer la personne dans la décision. Traiter les objections ; les règles d'or ; les réponses
Les techniques de présentation du prix

5. Savoir conclure et obtenir des recommandations

Le moment de conclure. Les techniques de conclusion. Obtenir des recommandations : les conditions à réunir ; la méthode

Démembrement de propriété

► **Durée** : 8 heures

► **Support** : 400 diapositives

► **Objectifs**

Maîtriser les domaines d'application du démembrement de la propriété. Approfondir la fiscalité pour en tirer parti ; connaître les schémas sécurisés et ceux à risques. Choisir la stratégie la mieux appropriée à chaque situation. Savoir mettre en place les schémas concrets d'optimisation patrimoniale et fiscale.

► **Programme**

I. - Le droit de propriété

1. Aspects juridiques

Usufruit viager, temporaire, conjoint, successif. Quasi-usufruit légal, conventionnel.
Nue-propriété ; protection du nu-propiétaire

2. Origines et fin du démembrement

3. Avantages et inconvénients du démembrement de propriété. Réponses

4. Droits et pouvoirs de l'usufruitier, du nu-propiétaire

Immeuble. Fonds de commerce. Meubles. Portefeuille. Parts de société. Produits bancaires.
Assurance vie. Contrat de capitalisation. Liquidités. Dettes

II. - Évaluation de l'usufruit et de la nue-propriété

1. Application du barème fiscal ou de l'évaluation économique ?

2. Le barème fiscal des droits démembrés

3. Évaluation économique

Méthodes de calcul. Taux de rendement. Durée de l'usufruit

4. Comparaison barème fiscal et évaluation économique

III. - Stratégies patrimoniales. Exemples

1. Cession à titre gratuit de la nue-propriété

Optimiser la transmission. Protéger le conjoint ou concubin survivant. Conserver le patrimoine dans sa branche familiale. Froisser la réserve héréditaire. Optimiser la fiscalité

2. Cession à titre gratuit de l'usufruit

Aider temporairement ses enfants ou ses parents. Optimiser la fiscalité

3. Acquisition usufruit ou nue-propriété

Obtenir un complément de revenus. Optimiser la rentabilité d'un investissement

4. Cession à titre onéreux usufruit ou nue-propriété

Obtenir un complément de revenus. Cession de l'usufruit de l'immeuble d'exploitation ou des parts

5. Echange de l'usufruit ou de la nue-propriété

Protéger le concubin survivant

IV. - Fiscalité du démembrement

1. Impôt sur le revenu

2. Plus-values

3. ISF

4. Droits de mutation

5. Chronologie des opérations

Positions de l'administration fiscale et du Comité de l'abus de droit fiscal

Conclusion. Les essentiels du démembrement

Contrats de Pacs et de mariage

► **Durée** : 8 heures

► **Support** : 400 diapositives

► **Objectifs**

Connaître la réelle répartition du patrimoine au sein du couple. Établir le réel bilan économique du patrimoine. Savoir quelles réponses apporter pour protéger son conjoint. Se protéger en cas de divorce ou de séparation. Proposer la solution et les clauses les mieux appropriées aux objectifs du client.

► **Programme**

Dernières évolutions

I. L'union libre

1. Les relations pécuniaires entre les concubins
2. Logement des concubins
3. Les droits du concubin survivant sur la succession
4. La séparation et ses conséquences financières

II. Le PACS

1. Conditions et formalités. Le contrat
2. Aspects juridiques et économiques du Pacs
3. Fiscalité : IR, ISF, droits de mutation
4. Droits du partenaire survivant sur la succession
5. La fin du Pacs et ses conséquences
6. Avantages et inconvénients du Pacs par rapport à l'union libre
7. Clauses pour protéger son partenaire, se protéger d'une séparation

III. Les contrats de mariage

1. Vue d'ensemble
2. Les régimes matrimoniaux
Séparation de biens ; société d'acquêts. Participation aux acquêts. Communauté réduite aux acquêts.
Communauté de meubles et acquêts. Communauté universelle.
Atténuer les conséquences d'un divorce : les clauses possibles.
3. Les différentes clauses possibles
Avantages matrimoniaux. Attribution intégrale. Partage inégal. Préciput. Applications. Action en retranchement. Clauses d'attribution préférentielle. Prélèvement moyennant indemnité. Faculté d'acquisition...
4. La modification ou le changement de régime
5. Le divorce : procédures et conséquences
6. Le décès
7. La liquidation de la communauté
8. Le mariage international

Conclusion. Les essentiels des régimes matrimoniaux

Transmission de patrimoine

- ▶ **Durée** : 8 heures
- ▶ **Support** : 400 diapositives
- ▶ **Objectifs**

Connaître les règles de dévolution légale, les dernières évolutions. Maîtriser les techniques pour optimiser la transmission. Proposer les solutions juridiques et fiscales les mieux appropriées. Disposer d'un document de référence, avec de nombreux exemples.

▶ **Programme**

I. – La dévolution légale non organisée

1. Principes
Les ordres des héritiers, les degrés, la représentation, la fente
2. Dévolution légale en l'absence de conjoint successible
Héritiers privilégiés et ordinaires. Droits de retour légaux. Exemples de dévolution
3. Dévolution légale avec le conjoint survivant
Les droits du conjoint survivant ; concurrence avec les autres héritiers. Exemples.
4. PACS : les droits du partenaire

II. – La transmission organisée

1. Les libéralités
Donation avec droit de retour conventionnel ; avec réserve d'usufruit ; temporaire d'usufruit ; graduelle ; résiduelle ; partage ; à terme. Exemples d'applications
Les donations entre époux.
Les testaments ; formes, étendue. Legs graduel, résiduel
2. Exemple de liquidation-partage
3. Réserve et quotités disponibles
Réserve, quotité ordinaire, quotité disponible spéciale entre époux
Le cantonnement de l'émolument du conjoint survivant
4. Réduction et rapport des libéralités
La réduction des libéralités excessives. Applications. La renonciation anticipée à l'action en réduction, à l'action en retranchement
Le rapport civil des libéralités. Le rapport, source de conflits ; comment l'écarter

III. – Assouplir les règles de la réserve

1. Les libéralités entre époux
2. Les avantages matrimoniaux
3. Le quasi-usufruit
4. La société civile
5. La tontine
6. L'adoption
7. L'assurance-vie

IV. – Fiscalité

1. Donations
2. Successions
Solutions pour optimiser la fiscalité

Conclusion. Les essentiels de la transmission de patrimoine

Société civile de famille

► **Durée** : 8 heures

► **Support** : 400 diapositives

► **Objectifs**

Maîtriser les ressources économiques, juridiques et fiscales de la société civile de famille. Acquérir le savoir nécessaire pour choisir la stratégie la mieux adaptée à chaque situation. Mettre en place les schémas les plus efficaces.

Programme

I. - Présentation

L'importance des statuts. Pourquoi créer une société civile ? Société civile à l'IR ou à l'IS ?
Quels coûts ? Calcul de la valeur de la société.

II. – Administration de la société civile

1. Les pouvoirs politiques

Le fondateur, le gérant, les associés, l'usufruitier, les nus-propriétaires, les créanciers
L'enfant mineur associé
Les pouvoirs. La liberté contractuelle. Les limites et les précautions à prendre

2. Les droits économiques

Stratégies d'affectation du résultat et de distribution du dividende
Répartition du dividende et du boni de liquidation entre associés, usufruitiers, nus-propriétaires
Comptes courants d'associés : avantages et inconvénients

III. – Applications de la Société civile de famille

1. Utilisations avec ou sans démembrement. Exemples

2. Applications liées au démembrement. Exemples

Applications : Optimiser la transmission et conserver les pouvoirs. Prévenir les inconvénients de l'indivision. Conserver la propriété de ses biens. Contrôler le capital. Froisser la réserve héréditaire. Optimiser la gestion de l'immobilier d'entreprise. Transmettre l'entreprise et en conserver le contrôle. Optimiser la vente. Maximiser les effets de levier juridique, financier et fiscal...

IV. - Fiscalité

Synthèse

1. Option pour la TVA

2. Gestion des actifs de la société civile : impôt sur le revenu et les plus-values

3. Cession de parts à titre onéreux : impôt sur la plus-value

4. Donation de parts, successions

5. ISF

6. Opérations sur le capital

7. Dissolution, liquidation, partage

Conclusion. Les essentiels de la société civile

Chef d'entreprise : fiscalité, donation, vente

► **Durée** : 8 heures

► **Support** : 400 diapositives

► **Objectifs**

Maîtriser la fiscalité du dirigeant d'entreprise. L'aider à organiser sa succession et à optimiser la transmission à titre gratuit ou onéreux. Savoir tirer pleinement parti des dispositifs accordés au chef d'entreprise.

► **Programme**

I. - Fiscalité du dirigeant

1. Panorama
2. Impôt sur le revenu
3. Vente de l'entreprise : impôt sur la plus-value
Régimes de report, de sursis ; exonérations
4. ISF
Régime des biens professionnels. Pactes Dutreil collectif et individuel.
5. Droits de mutation
Donation en pleine propriété ; en nue-propriété. Montant et paiement des droits.
6. Stratégies d'optimisation fiscale
Chronologie des opérations. Positions de la jurisprudence et de l'administration fiscale

II. - Pactes Dutreil transmission

1. Sociétés, CGI art 787 B
2. Entreprises individuelles, CGI art 787 C

III. – Optimisation juridique et fiscale de la transmission

A. Optimiser la donation

1. L'importance du régime matrimonial : civil, fiscal
2. La succession non organisée
Exemples de dévolution selon les situations familiales
3. Réserve et quotités disponibles
Calcul. Réduction et rapport civil des libéralités
4. Les donations de titres
Donation avec réserve d'usufruit, graduelle, résiduelle, partage
5. Applications
Transmettre et conserver les pouvoirs. Transmettre à un enfant.
Concilier les intérêts du majoritaire et des minoritaires

B. Optimiser la vente

1. Gestion des plus-values et des droits d'enregistrement
2. Recours à la société civile
3. Utilisation du quasi-usufruit
Comparaison. Précautions à prendre

Conclusion. Les essentiels de la fiscalité du dirigeant et de la transmission

Holding de famille

- ▶ **Durée** : 8 heures
- ▶ **Support** : 400 diapositives
- ▶ **Objectifs**

Maîtriser la fiscalité de la transmission d'entreprise et les applications de la holding de famille. Choisir les options juridiques et fiscales les mieux appropriées. Grâce à de nombreux exemples concrets, proposer les schémas juridiques les plus efficaces et les options fiscales les plus avantageuses.

Programme

I. – Fiscalité de la transmission

1. Mutations à titre onéreux
 - Impôt sur la plus-value. Sursis, exonérations
 - Droits d'enregistrement
2. Mutations à titre gratuit : droits de mutation
 - a) Règles civiles
 - Réserve et quotité disponible. Les donations de titres
 - b) Fiscalité : régime de droit commun
 - Calcul des droits. Solutions pour optimiser la fiscalité
 - c) Pactes Dutreil
 - Engagements collectif et individuel. Opérations interdites et autorisées.
 - Sécuriser les pactes
3. Stratégies fiscales : chronologie des opérations et abus de droit

II. - La holding de famille. Applications

1. Quelle holding ?
 - Holding animatrice ou passive ?
 - À l'IS ou à l'IR ?
 - SAS ou société civile ?
 - Création par le haut ou par le bas ?
 2. Transmettre l'entreprise à un enfant
 - Donation de la pleine propriété des titres : pacte Dutreil avec soulte
 - Donation-partage en nue-propriété
 3. Transmettre l'entreprise à plusieurs héritiers
 - Réaliser un partage égalitaire en valeur, confier les pouvoirs à un enfant
 - Concilier les intérêts du majoritaire et des minoritaires, stabiliser l'actionnariat
 - Maintenir des revenus, conserver les pouvoirs de gestion
 - Transmettre aux enfants et obtenir un capital dans les meilleures conditions fiscales
 4. Optimiser la cession à des tiers
 - Choix de la chronologie des opérations et des options fiscales
 5. Equilibrer patrimoine privé et patrimoine professionnel
 - Concilier transmission familiale et cession à des tiers
 - La holding de rachat
 6. Reprendre une entreprise : la holding de reprise
- Conclusion. Les essentiels de la holding de famille

Société par actions simplifiée

► **Durée** : 8 heures

► **Support** : 400 diapositives

► **Objectifs**

Grâce à la liberté statutaire, la SAS est la forme de société la plus adaptée pour optimiser le développement, la gestion, la transmission d'un patrimoine professionnel tout en gardant les pouvoirs de gestion. La SAS peut aussi être utilisée pour développer et gérer un patrimoine privé à l'IS, plutôt qu'une société civile dont les associés étant indéfiniment responsables.

I. - SAS : lois et jurisprudences

Code de commerce : comparaison SAS, SA, SARL ; le Président ; les actionnaires.

Liberté statutaire des SAS et SASU. Actions de préférence : droits de vote et financiers inégalitaires, possibilités et limites ; direction et administration ; décisions collectives ; commissaires aux comptes ; inaliénabilité des actions ; agrément des actionnaires ; exclusion

Code civil : démembrement de titres ; répartition des pouvoirs et des droits entre usufruitier et nu-propriétaire

Jurisprudences civiles et commerciales

II. - Les effets de levier

1. Effets de levier juridique

% d'intérêt, % de contrôle. Pouvoirs : droit de vote plural. Répartition du dividende et du boni de liquidation

2. SAS holding : effets de levier fiscaux

Fiscalité de la SAS

Patrimoine professionnel, privé

Effets de levier fiscaux IS-IS. SAS animatrice, SAS passive. Plus-values : sursis d'imposition. Régimes sociétés mère-fille. Intégration fiscale. Titres de participation. Fusion-absorption

Effet de levier fiscal IS-IR

III. - Applications de la SAS. Exemples

1. Patrimoine privé : IR ou IS ? IS : SAS ou société civile ?

Avantages, inconvénient de l'IS. Responsabilité des associés. Différences statutaires.

Recours au démembrement de propriété. Les montages à risque

2. Transmettre l'entreprise en conservant les pouvoirs de gestion

Réaliser un partage égalitaire en valeur, confier les pouvoirs à un enfant

Concilier les intérêts du majoritaire et des minoritaires, stabiliser l'actionnariat

IV. - Rédaction des statuts

Possibilité de modifier les statuts ? **Objet** : patrimoine privé, professionnel. **Apports** : en numéraire, en nature, en industrie. **Capital social** : conserver les pouvoirs, les actions de préférence. **Opérations sur capital. Transmission de parts** : inaliénabilité des actions, agrément, exclusion. **Sortie conjointe.**

Associé personne morale : modification du contrôle. **Président** : organisation des pouvoirs entre président, actionnaires, usufruitiers. **Organes de direction. Conventions avec dirigeants ou associés.**

Actionnaires : droits, obligations, pouvoirs ; règles de majorité. **Affectation du résultat** : liberté et stratégies d'affectation des résultats. **Dividende** : clause de répartition inégalitaire...

Conclusion, recommandations

Pactes Dutreil, ISF et droits de mutation

► **Durée** : 8 heures

► **Support** : 400 diapositives

► **Objectifs**

Maîtriser le cadre fiscal des pactes Dutreil ISF et droits de mutation. Connaître les opérations autorisées ou non et les dispositions à prendre pour sécuriser les pactes. Savoir associer donation et vente des titres de l'entreprise dans les meilleures conditions fiscales.

► **Programme**

I. – ISF et pactes Dutreil

1. ISF Régime des biens professionnels. CGI art 885 O bis
Conditions. Sociétés interposées. Holding animatrice
2. ISF « Dutreil collectif ». CGI art 885 I bis
Conditions. Fonction de direction. Formalités. Remise en cause de l'exonération
3. ISF « Dutreil individuel ». CGI art 885 I quater
4. Opérations autorisées et interdites

II. – Pactes Dutreil Transmission

A. Sociétés. CGI art 787 B

1. Titres concernés
2. Engagement collectif de conservation
Conditions. Sociétés interposées. Opérations autorisées ou non. Sécuriser l'engagement
3. Après la transmission
4. Engagement individuel de conservation
Conditions à respecter. Apport à une holding passive. Rupture de l'engagement
5. Formalités, obligations déclaratives
6. Synthèse

B. Entreprises individuelles. CGI art 787 C

Délai de détention. Engagement de conservation. Poursuite effective de l'exploitation

III. - Exemples de stratégies fiscales

1. Transmettre l'entreprise à un enfant
Pacte Dutreil avec soulte, le LBO familial
2. Transmettre l'entreprise à plusieurs héritiers
Réaliser un partage égalitaire en valeur, confier les pouvoirs à un enfant
Transmettre aux enfants et obtenir un capital dans les meilleures conditions fiscales
3. Optimiser la cession à des tiers
Choix de la chronologie des opérations et des options fiscales

IV. - Pactes Dutreil et droit des sociétés

1. Entreprise opérationnelle, holding animatrice : la SAS
2. Gestion privée : la société civile
3. SAS, société civile : usufruitier, nu-proprétaire

Conclusion. Les essentiels des pactes Dutreil

Accroître son efficacité relationnelle

► **Durée** : 8 heures

► **Support** : 400 diapositives

► **Objectifs**

Augmenter les chances d'obtenir l'accord. Découvrir les différentes personnalités, apprendre à les repérer. Maîtriser les étapes de l'entretien. Adapter l'offre aux objectifs de la personne et à sa personnalité. Développer sa clientèle par la prise de recommandations. Renforcer le degré de satisfaction de ses clients et accroître son chiffre d'affaires.

► **Programme**

I. - Les qualités relationnelles sont déterminantes

1. Un environnement de plus en plus exigeant
2. Les clés de la réussite du conseiller patrimonial
3. Les fausses croyances du conseiller
4. Adapter sa proposition, sa communication et son comportement
5. Comment devenir et rester l'interlocuteur principal du client ?

II. - Comment bien connaître son client ?

1. L'intérêt de connaître chaque client
2. Les outils pratiques de connaissance de la personne
3. Découvrir la personnalité acquise au cours de la vie : l'Analyse Transactionnelle
4. Découvrir la personnalité innée : le MBTI

III. - Pour chaque client, quelles solutions patrimoniales proposer ? quelle communication adopter ?

1. La gestion de patrimoine personnalisée. Pour chaque personnalité :
 - les solutions patrimoniales et les styles de gestion à proposer et à éviter
 - le comportement approprié du conseiller
 - les mode, style et fréquence de communication préférés
2. Mise en application : les quatre tempéraments
3. Les questions à poser pour découvrir les attentes et la personnalité du client

IV. - Réussir l'entretien client. Les 10 étapes de l'entretien

1. Préparation
2. Introduction
3. Écoute
4. Résumé-analyse
5. Proposition
6. Argumentation
7. Traitement des objections
8. Prix
9. Conclusion
10. Décompression et prise de recommandations

Conclusion. Les essentiels de la vente

Transmission : règles civiles et fiscales ; applications

- ▶ **Durée** : 4 heures
- ▶ **Animateur** : Henry Royal
- ▶ **Support** : 200 diapositives

▶ **Objectifs de la formation.** Bénéficier d'un panorama complet sur la transmission de patrimoine. Connaître les règles de dévolution légale, les dernières évolutions. Maîtriser les techniques pour organiser la succession et optimiser la fiscalité. Connaître les différentes donations, savoir les utiliser. Proposer les solutions juridiques et fiscales les mieux appropriées à chaque situation.

▶ Programme

I. – Régime matrimonial et composition de la succession

Séparation de biens, participation aux acquêts, communauté légale, communauté de meubles et acquêts, communauté universelle

II. - La dévolution légale non organisée

1. Les règles successorales
Les ordres, les degrés, la représentation, la fente
2. Dévolution légale sans conjoint successible
Les ordres : descendants, ascendants et collatéraux privilégiés, ascendants ordinaires, collatéraux ordinaires. Droit de retour légal des parents. Exemples de dévolution selon les situations familiales
3. Dévolution légale avec le conjoint survivant
Les ordres : conjoint, descendants, ascendants privilégiés. Droits du survivant sur la succession. Partage de la succession entre héritiers. Droit de retour légal des frères et sœurs. Exemples de dévolution

III. - La transmission organisée

1. Règles communes aux libéralités
Donations, donations ente époux, legs.
Révocabilité ou irrévocabilité ? Libéralité avec charge : conditions ; clause d'inaliénabilité
2. Les donations. Exemples d'applications
Donation avec droit de retour conventionnel ; avec réserve d'usufruit ; double libéralité usufruit et nue-propriété ; donation graduelle ; résiduelle ; donations-partages simple, transgénérationnelle, conjonctive ; donation à terme simple, alternative, facultative
3. Dispositions à cause de mort
Les donations entre époux. Les testaments : formes ; legs universel, à titre universel, particulier

IV. – La succession

1. L'option successorale
Les trois possibilités. Renoncer à la succession : conséquences civiles et fiscales
2. Le mandat conventionnel à effet posthume

V. – Réserve et quotités disponibles

1. Réserve et quotité disponible ordinaire
Avec des descendants ; avec un conjoint
2. Quotité disponible spéciale entre époux
Montant. Le cantonnement de l'émolument du conjoint survivant
3. Non cumul des quotités disponibles
Ordre d'imputation des libéralités

VI. – Rapport et réduction des libéralités

1. Masse partageable : opérations successives
2. Réduction ; rapport
3. Exemple de réduction ; réponse
4. La renonciation anticipée à l'action en réduction

VII. – Assouplir les règles de la réserve

1. Les avantages matrimoniaux
2. Le quasi-usufruit
3. L'assurance-vie
4. La société civile
5. La tontine
Avantages ; limites ; exemples

VIII. – Fiscalité

1. Donations
Calcul des droits ; exonérations ; dispositions spécifiques ; solutions pour réduire les droits
2. Successions
Évaluation des biens ; personnes, biens exonérés ; dettes déductibles ; calcul des droits ; paiement différé, fractionné

IX. – Exemple de liquidation de succession

Société civile : applications pratiques

La société civile est la technique patrimoniale qui répond au plus grand nombre de préoccupations familiales.

► **Durée** : 4 heures

► **Support** : 200 diapositives

► **Animateur** : Henry Royal, auteur de « Société civile de famille », éditions EFE



► **Objectifs de la formation.** Connaître toutes les applications pratiques de la société civile, par de nombreux exemples concrets. Maîtriser les ressources économiques, juridiques et fiscales de la société civile. Appliquer les stratégies les mieux adaptées aux différentes situations rencontrées.

I. – Utilisations avec ou sans démembrement

1. Optimiser la transmission : capital faible

2. Prévenir les inconvénients de l'indivision
Indivision légale. Indivision organisée et société civile ; comparaison. Éviter l'indivision entre son second conjoint et ses enfants d'un premier lit, favoriser son conjoint

3. Conserver la propriété de ses biens
Éviter la présomption d'indivision ou de communauté

4. Écarter des personnes indésirables
Empêcher un associé de se retirer. Refuser l'entrée de personnes indésirables. Exclure un associé

5. Favoriser un enfant
Froisser la règle de la réserve héréditaire : legs résiduel de parts sociales

6. Garder la gestion des biens d'un enfant mineur, d'un incapable majeur
La gestion de patrimoine des incapables. Actes d'administration, de disposition, de conservation

7. Personnes handicapées
Atténuer les conséquences de la récupération de l'Aide sociale

8. Rendre liquide un patrimoine immobilier
La vente d'un patrimoine immobilier à sa société civile

9. Détenir l'immobilier de l'entreprise familiale
- Équilibrer patrimoine privé et patrimoine professionnel
- Préparer la transmission familiale de l'entreprise
- Faciliter la vente de l'entreprise à des tiers
- Assurer des revenus fonciers complémentaires

- Protéger son patrimoine contre les poursuites de créanciers de l'entreprise

- Disposer de liquidités : vente de l'usufruit temporaire de l'immeuble ou des parts sociales à la société d'exploitation

- Optimiser la gestion de l'immeuble professionnel : le bail à construction

- Concilier les intérêts divergents du majoritaire et des minoritaires

10. Optimiser la vente de l'entreprise : la holding de vente

Utilisation du Pacte Dutreil. Comparaison avec le quasi-usufruit. Positions de l'administration fiscale

11. Optimiser la fiscalité

Solutions pour atténuer l'impôt et décisions aggravant l'impôt : impôt sur le revenu ; impôt sur la plus-value ; droits d'enregistrement ; droits de mutation ; ISF. Choisir les options fiscales les plus avantageuses. Synthèse

II. – Applications liées au démembrement

12. Le démembrement de parts sociales
Répartition des pouvoirs et des droits entre usufruitier et nu-propriétaire. Réponses

13. Optimiser la transmission et conserver la maîtrise de gestion

- Donation avec réserve d'usufruit Conséquences fiscales selon la chronologie des opérations : IR, droits de mutation, ISF

- Donation de parts en pleine propriété. Intérêt économique et fiscal

- Comparaison avec l'assurance vie ; économique, juridique, fiscale

14. Assurer le logement du concubin survivant
Legs, tontine, commodat, société civile avec démembrement croisé

15. Aider temporairement ses proches
Donation temporaire d'usufruit et ISF

Société civile : savoir rédiger les statuts

La société civile est la solution patrimoniale qui répond au plus grand nombre de préoccupations familiales, à condition d'avoir rédigé les statuts appropriés.

► **Durée** : 4 heures

► **Support** : 200 diapositives

► **Animateur** : Henry Royal, auteur de « Société civile de famille », éditions EFE



► **Objectifs de la formation.** Savoir rédiger les statuts, adapter les clauses aux différentes situations rencontrées. Connaître toutes les possibilités offertes par la loi et la jurisprudence. Par des exemples concrets, maîtriser les schémas d'optimisation juridique et fiscale. Appliquer les meilleures stratégies.

► Programme

Présentation. Une grande liberté. Les applications de la société civile. Particularités juridiques et fiscales. Questions à se poser. Seing privé ou acte authentique ? L'obligation de conseil. Les risques d'une rédaction impropre

1. Modification des statuts

Conditions, précaution à prendre

2. Objet social

Sécuriser les schémas d'optimisation

3. Dénomination

La prépondérance immobilière

4. Durée

Organiser la sortie des associés

5. Apports

Biens propres. Biens communs. Biens indivis. En usufruit, en nue-propriété. Conséquences juridiques et fiscales. Contenir les pouvoirs du conjoint de l'associé. Sortir d'une indivision

6. Capital social

6.1. Catégories de parts sociales
Conserver les pouvoirs : les parts de préférence. Aménager les relations entre usufruitier et nu-propriétaire. L'abus de droit de vote
6.2. Opérations sur le capital
Libération. Augmentation et réduction. Capital faible, fort, libéré immédiatement ou progressivement ?

7. Représentation des parts sociales

Le mandataire des parts indivises

8. Responsabilité des associés

9. Cession, acquisition de parts

9.1. Contrôle du capital
Clauses d'autorisation de retrait, d'agrément, de rachat forcé
9.2. Rachat des parts
Modalités d'acquisition. Quel prix de rachat ?

10. Gérance

10.1. Nomination du gérant, révocation, vacance
Gérants statutaires successifs
10.2. Pouvoirs du gérant
Répartition des pouvoirs entre gérant, associés, usufruitiers. Contraintes pacte Dutreil transmission. Application de la société civile : vendre l'entreprise en évitant l'impôt sur la plus-value

10.3. Rémunération du gérant
Intérêt de rémunérer le gérant. Régime fiscal, social

11. Décisions collectives

11.1. Forme des décisions
11.2. Majorité
Quelle majorité : associés, capital, droits de vote ?
11.3. Quorum
11.4. Représentation

12. Exercice social

13. Comptes sociaux

Emprunt souscrit par la société et garantie décès

14. Affectation du résultat de l'exercice

Répartition des pouvoirs. Stratégies d'affectation des résultats. Aménagements comptables

15. Perte

Contribution anticipée aux pertes. Imputation en comptes courants. Responsabilité enfant mineur. Répartition inégalitaire à géométrie variable

16. Bénéfice distribuable

Liberté comptable

17. Bénéfice distribué

Montant et répartition du dividende entre usufruitier, nu-propriétaire, plein propriétaire ajustés aux objectifs du fondateur

18. Avance de fonds par des associés ou par la société, comptes courants

Avantages et inconvénients des comptes courants. Modalités d'apports, de rémunération, de retrait des comptes courants. Comptes courants débiteurs.

19. Impôt sur les sociétés

Attraits de l'option à l'IS. Inconvénients. IR, IS : fiscalité des plus-values

20. Dissolution

Intérêts d'une dissolution anticipée. Causes à prévoir

21. Liquidation

Nomination, pouvoirs du liquidateur

22. Partage

Partage égalitaire ou inégalitaire du boni ou de la perte de liquidation. Utilisation du quasi-usufruit

Conclusion, recommandations

SAS, société par actions simplifiée : savoir rédiger les statuts

► **Durée** : 4 heures

► **Animateur** : Henry Royal

► **Support** : 200 diapositives

► **Objectifs de la formation.** Grâce à la liberté statutaire, la SAS est la forme de société la plus adaptée pour optimiser le développement, la gestion, la transmission d'un patrimoine professionnel tout en gardant les pouvoirs de gestion. La SAS peut aussi être utilisée pour développer et gérer un patrimoine privé à l'IS, plutôt qu'une société civile dont les associés étant indéfiniment responsables.

► **Programme**

Présentation. Applications de la SAS. Particularités juridiques et fiscales. La liberté statutaire. Contenu des statuts : énonciations impératives et facultatives

1. Forme - 2. Objet - 3. Dénomination - 4. Siège social - 5. Durée

6. Apports

Apports en numéraire, en nature, en industrie. Origine des apports

7. Capital social

- Catégorie d'actions. Conserver les pouvoirs : les actions de préférence. Aménager les relations entre usufruitier et nu-proprétaire. L'abus de droit de vote
- Montant et répartition du capital social
- Opérations sur le capital. Augmentation et réduction

8. Libération du capital social en numéraire

9. Opérations sur capital

Augmentation. Réduction. Fusion-absorption. Amortissement

10. Droits et obligations attachés aux actions

11. Transmission de parts

Conditions de forme. Inaliénabilité des actions. Clauses d'agrément, agrément accepté, refusé, prix de rachat

12. Exclusion d'un actionnaire

Motifs d'exclusion. Modalités. Suspension des droits non pécuniaires. Prix de rachat

13. Location des actions

Intérêt de la location. Formalités. Rapports et répartition des droits entre bailleur et locataire. Evaluation des actions louées. Renouvellement du bail

14. Sortie conjointe

Engagement de rachat

15. Associé personne morale : modification du contrôle

Possibilité de suspendre les droits non pécuniaires et d'exclusion

16. Durée

Dissolution anticipée, liquidation

17. Président

- Nomination, révocation, vacance. Présidence successive. Personne physique ou morale ?
- Pouvoirs : quelle répartition des pouvoirs entre président, actionnaires, usufruitiers ?
- Rémunération du président. Cumul avec un contrat de travail ; conditions. Régime fiscal, social
- Responsabilité, contrôle

18. Organes de direction

Directeurs généraux, délégués, conseil d'administration : nomination et révocation, pouvoirs, rémunération, délibérations, contrôle

19. Conventions avec les dirigeants ou associés

Conventions réglementées, conventions interdites

20. Commissaire aux comptes, commissaire aux apports

Nomination. Domaines d'interventions de contrôle

21. Comité d'entreprise

Droits d'information

22. Actionnaires

Responsabilité. Droit d'information et de consultation. Compétences et pouvoirs : accord obligatoire des associés, accord unanime sauf clause contraire, participation obligatoire. Décisions collectives : nature des décisions, majorité, quorum, représentation. Formes de consultation. Règles de majorité

23. Exercice social

24. Comptes annuels

Obligation d'information des associés ?

25. Affectation du résultat de l'exercice

Liberté d'affectation en réserves ; intérêt. Répartition des pouvoirs. Stratégies d'affectation des résultats. Aménagements comptables

26. Perte

Répartition inégalitaire de la perte. Insuffisance de capitaux propres

27. Bénéfice distribuable, bénéfice distribué

Clause de répartition inégalitaire du dividende. Répartition entre usufruitier, nu-proprétaire, plein propriétaire ajustés aux objectifs du fondateur. Dividende cumulatif. Acomptes sur dividende

28. Transformation de la société

Conséquences juridiques et fiscales

29. Dissolution

Intérêts d'une dissolution anticipée. Causes de dissolution à prévoir

30. Liquidation

Nomination, pouvoirs du liquidateur

31. Partage

Partage égalitaire ou inégalitaire du boni ou de la perte de liquidation. Utilisation du quasi-usufruit

32. Société en formation

Reprise des engagements. Mandat. Formalités

Chef d'entreprise : vente, donation ; optimiser la cession

► **Durée** : 4 heures ► **Animateur** : Henry Royal

► **Support** : 200 diapositives

► **Objectifs de la formation.** Aider le dirigeant à optimiser la vente ou la donation de son entreprise. Savoir tirer pleinement parti des dispositifs accordés au chef d'entreprise. Grâce à de nombreux exemples concrets, proposer les schémas juridiques les plus efficaces et les options fiscales les plus avantageuses.

► **Programme**

I. - Fiscalité du dirigeant

1. Panorama
2. Impôt sur le revenu : dividendes
3. Vente de titres
 - Impôt sur la plus-value
 - Régime de droit commun ; abattements ; exonérations départ à la retraite, cession cercle familial ; sursis
 - Droits d'enregistrement
 - Réponses pour optimiser la fiscalité
4. Droits de mutation
 - Donation de la pleine propriété ; de la nue-propriété. Montant des droits avec et sans Dutreil. Réduire les droits de mutation
5. Stratégies d'optimisation fiscale
 - Techniques d'affectation du résultat et de distribution de dividende. Chronologie des opérations : donation-vente, vente-donation. Positions de l'administration fiscale et du comité de l'abus de droit

II. - Pactes Dutreil transmission

1. Sociétés, CGI art 787 B
 - Engagement collectif de conservation, engagement individuel. Apport à une holding passive. Conditions à respecter. Opérations autorisées ou non. Rupture de l'engagement
2. Sécuriser les pactes

III. - La holding : donner et conserver

1. Effet de levier juridique
 - SAS, société civile : les parts de préférence
2. Holding à l'IS ou à l'IR ?
 - Activité professionnelle : l'IS
 - Patrimoine privé : l'IR
3. Les leviers fiscaux de l'IS
 - Holding animatrice ; sursis d'imposition de la plus-value ; régimes sociétés mères ; intégration fiscale ; titres de participation ; fusions-absorptions. Avantages ; inconvénients

Applications pratiques

IV. – Vente

1. Gestion de la plus-value et des droits d'enregistrement
2. Recours à la société civile
 - Donation, apport à société, vente. Réponses pour obtenir des liquidités. Société civile et pacte Dutreil. Schémas à écarter
3. Utilisation du quasi-usufruit
 - Donation avec réserve d'usufruit, vente, report en quasi-usufruit
4. Comparaison civile et fiscale
 - Positions de l'administration fiscale et du comité d'abus de droit

V. – Donation

1. La réserve héréditaire
 - Calcul de la réserve ; risque de réduction de la donation ; réponse : la donation-partage égalitaire
2. Transmettre l'entreprise à un enfant
 - Pacte Dutreil avec soulte ; les limites du LBO familial
3. Transmettre l'entreprise à plusieurs enfants
 - Réaliser un partage égalitaire en valeur, confier les pouvoirs à un enfant : droit de vote plural
 - Concilier les intérêts du majoritaire et des minoritaires, stabiliser l'actionnariat : holding à l'IS, holding à l'IR
 - Maintenir des revenus : donation avec réserve d'usufruit
 - Conserver les pouvoirs de gestion, maintenir des revenus, optimiser la fiscalité : maximiser l'effet de levier juridique

VI. – Concilier donation et vente

Transmettre aux enfants et obtenir un capital dans les meilleures conditions fiscales. Schéma d'optimisation juridique et fiscale

Dirigeants : ISF et droits de mutation (pactes Dutreil)

► **Durée** : 4 heures

► **Animateur** : Henry Royal

► **Support** : 200 diapositives

► **Objectifs de la formation.** Maîtriser les dispositifs fiscaux ISF et droits de mutation réservés aux dirigeants (ISF outil professionnel, "pactes Dutreil"). Connaître les opérations possibles pour bénéficier des exonérations et celles qui les remettent en cause.

► Programme

I. – ISF et pactes Dutreil

1. ISF Régime des biens professionnels. CGI, art 885 O bis

a) Conditions

Biens nécessaires à l'activité. Entreprises à l'IR. Sociétés à l'IS : fonctions, rémunération, seuil de détention

b) Sociétés interposées

Exonération partielle. Bien professionnel unique

c) Holding animatrices

2. ISF « Dutreil collectif ». CGI, art 885 I bis

a) Sociétés concernées

b) Engagement collectif de conservation.

Conditions générales. Seuil de participation. Fonction de direction. Signataires. Cessions de titres. Sociétés interposées.

c) Engagement individuel de conservation.

d) Formalités. Remise en cause de l'exonération

e) Sécuriser l'engagement

3. ISF « Dutreil individuel ». CGI, art 885 I quater

a) Entreprises concernées

b) Durée de conservation

c) Bénéficiaires et autres conditions

d) Pluralités d'entreprises

e) Opérations sur le capital

f) Apport de titres en cours d'engagement

II. – Pactes Dutreil Transmission

Droits de mutation. Exemples de calcul.

Donation en pleine propriété, en nue-propriété

A. Sociétés. CGI, art 787 B

1. Titres concernés

2. Engagement collectif de conservation

a) Conditions générales

b) Seuil de participation

c) Délai

d) Fonction de direction

e) Signataires de l'engagement collectif

f) Cessions, donations de titres.

g) Sociétés interposées

h) Formalités, obligations déclaratives

i) Sécuriser l'engagement collectif

3. Après la transmission

Poursuivre l'engagement collectif. Engagement individuel. Fonction de direction

4. Engagement individuel de conservation

a) Présentation

b) Associés

c) Fonction de direction

d) Opérations sur le capital

e) Transmission de titres

f) Apport à une holding passive : le LBO familial ; avantages, limites ; réponses

g) Rupture de l'engagement individuel, conséquences

5. Formalités, obligations déclaratives

6. Calcul des droits

B. Entreprises individuelles. CGI, art 787 C

Délai de détention. Engagement de conservation. Poursuite effective de l'exploitation

Conclusion. Solutions pour optimiser et sécuriser les engagements